HAL
open science

Mai 1968 et les mois suivants à l'Institut de géographie de Paris

François Durand-Dastès

▶ **To cite this version:**

François Durand-Dastès. Mai 1968 et les mois suivants à l'Institut de géographie de Paris. Cybergeo : Revue européenne de géographie / European journal of geography, 2019. hal-02505129

HAL Id: hal-02505129

https://hal.science/hal-02505129v1

Submitted on 11 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mai 1968 et les mois suivants à l'Institut de Géographie de Paris.

Texte complet de la référence : François Durand-Dastès, « Mai 1968 et les mois suivants à l'Institut de géographie de Paris », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], E-Topiques, mis en ligne le 24 janvier 2019. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/31567

MOTS CLEFS : Mouvements étudiants - Université de Paris – Mémoires - Controverses.

« Ma mémoire n'est plus qu'un souvenir »
(Jacques Roubaud, entretien avec F Ferney.
Le Bateau Livre. 4 mai 2008)

1/ D'où tu parles ?

Comme je ne peux apporter ici qu'un témoignage subjectif sur des faits assez anciens, il est légitime que je réponde rapidement à une interpellation qui fut très fréquente en mai 68, et resta d'usage pendant plusieurs années par la suite.

En 1968, j'étais enseignant à l'Institut de Géographie depuis près de 10 ans, comme assistant puis comme Maître Assistant – un statut nouveau, créé en 1961, et qui permettait à des personnels de catégorie B d'être titulaires dans l'enseignement supérieur. J'enseignais beaucoup dans les premières années (« propédeutique », puis première année du premier cycle), un peu en TP de climatologie, mais sans grand engagement dans ce domaine, car je n'avais guère d'autonomie. (Plus exactement, car P. Pédelaborde, le Professeur dont je « dépendais » - eh oui, c'est ainsi qu'on parlait à l'époque - ne me laissait guère d'autonomie)

Convaincu de la nécessité d'une plus grande participation des personnels de la catégorie B aux décisions concernant l'enseignement, après être entré en conflit avec certains des Professeurs sur ce point lors des dernières années, j'ai accueilli avec intérêt la révolte étudiante, et j'ai été assez actif dans le mouvement des mois de mai et juin 68. Sans adhésion à aucun groupe ou groupuscule autre que le Syndicat National de l'Enseignement Supérieur, SNESup, très vite très engagé il est vrai.

Cette activité a été largement cantonnée aux domaines proches de moi ; en ce sens que je me suis plus intéressé aux problèmes de la géographie et de l'enseignement qu'à la révolution mondiale, et que j'ai plus fréquenté les amphis et les assemblées générales que les manifestations de rue. Mes motivations en la matière n'ont guère d'intérêt pour mon propos.

En raison d'engagements antérieurs, je suis parti pour l'Inde le 17 août, jour de l'entrée des troupes soviétiques à Prague – pas très confortable, pas un très bon souvenir. Si bien que je n'ai pas été acteur de la reprise de l'activité dans des cadres assez nouveaux à l'automne, avec une très longue session d'examen entièrement oraux, comme d'ailleurs avaient été entièrement orales les épreuves de l'agrégation, dont l'écrit avait été interrompu au mois de mai.

J'ai eu l'occasion d'avoir des informations sur les développements automnaux et le plaisir de pouvoir discuter des événements de mai dans les trains indiens avec trois visiteurs pour qui j'avais organisé en décembre, avant le congrès de l'UGI à Delhi, un petit tour de l'Inde : Jacqueline Beaujeu-Garnier, Françoise Cribier et Gilles Sautter. Ces conversations ne furent pas le seul intérêt de cet agréable voyage.

Dès mon retour à Paris, en Janvier 69, je me suis réinséré dans le mouvement. Je suis devenu directeur adjoint de l'IG, en collaboration avec le directeur – maintenu – Jean Dresch, et

avec une autre directrice adjointe, Maître Assistant comme moi, Yvette Dewolf. Le tout dans le cadre de statuts nouveaux, plus ou moins conformes à des lois qui évoluaient vite dans le cadre des réformes Edgar Faure en cours. J'ai exercé cette fonction jusqu'à l'automne 1970, date de la formation définitive des nouvelles universités parisiennes, et de la répartition des géographes de « L'institut de géographie de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris » entre les Unités d'enseignement et de recherche des nouvelles Universités Paris 1, 4 et 7 en l'occurrence.

Telle est la période sur laquelle je peux présenter quelques remarques pour la documentation factuelle des membres du Comité de Rédaction de l'Espace Géographique.

2/ Un territoire.

Le mot n'était pas alors très à la mode, peut-être, mais la chose joué un rôle certain pour les géographes parisiens pendant ce printemps-là. Tout au long des événements, ils ont disposé d'un territoire bien à eux, le bâtiment du 191 rue Saint Jacques, don à la géographie de la Marquise Arconati Visconti, pour moi un personnage enveloppé d'un halo assez mystérieux et plutôt poétique. Pour beaucoup d'enseignants et d'étudiants, l'accès des locaux universitaires a été, au fil des jours, fluctuant. Soit que le lieu abritant leur activité habituelle ait été assez prestigieux et symbolique pour être tour à tour fermé, ouvert, occupé par la police ou saccagé, soit qu'il ait été assez ouvert à des occupations peu contrôlées, qui en rendaient la fréquentation difficile Rien de tel rue St Jacques, rien de comparable en tout cas à ce qui se passait à la Sorbonne ou au Centre Censier. Dans ce dernier, nous donnions des enseignements, mais nous en fûmes exclus dès les premiers jours par une occupation étudiante dense et fort peu ouverte à la possibilité de planifier des activités. Même les plus contestataires des réunions ont besoin d'avoir un horaire et un lieu pour… avoir lieu.

Les géographes se sont donc repliés sur la rue Saint Jacques, et s'y sont installés dès les premiers jours de mai, en prenant vigoureusement possession de l'ensemble. La position « pro-mouvement » de Jean Dresch, directeur en titre, facilitant évidemment la chose. Un noyau d'enseignants et d'étudiants a pris la maison en main ; elle a été gardée, occupée, nettoyée, bref elle est apparue comme un lieu ordonné propre et disponible, dans un quartier latin où la contestation englobait parfois les règles de l'hygiène la plus élémentaire ; c'était, entre autres, le cas dans la Sorbonne voisine. Echappant à l'attention des autorités, l'IG a été épargné par la reconquête policière lors de la reprise en main par « le pouvoir », et il a abrité quelques assemblées invitées. Je me souviens en particulier d'avoir assisté à une réunion d'historiens, chassés de la Sorbonne, avec Jacques Julliard, alors figure importante du SGEN.

Faut-il en conclure que les géographes ont fait ainsi la preuve d'un certain conformisme et d'un certain respect de l'ordre qui les distingue des praticiens des autres disciplines ? On imagine assez bien les discours que l'on pourrait tenir (que l'on a tenus ?) sur ce thème. Plus simplement, je serai tenté de relever le rôle de deux facteurs : d'une part, l'occupation s'est faite sans affrontement avec la direction en place, comme on l'a vu ; d'autre part, le bâtiment était assez grand pour permettre d'accueillir des activités variées, assez petit pour être gérable par des structures improvisées et peu formalisées. Il est probable que cette explication par des éléments conjoncturels et par l'influence de la forme sur le processus pourra décevoir, mais elle me semble être la plus satisfaisante.

Occupé, approprié, par ses usagers habituels, le lieu a été ***géré***. Dès le début des affrontements, notamment à partir du 10 mai, les échanges entre protagonistes ont fonctionné selon des rythmes réguliers : des assemblées générales quasi- quotidiennes, mais aussi des commissions qui coordonnaient les débats sur les grandes questions du moment, « commission politique », « commission pédagogique », etc. Sauf erreur, il y avait aussi une commission des locaux, pour les garder en l'état, et en assurer la sécurité. L'occupation impliquait par exemple

une garde nocturne, par roulement. (Des épisodes antérieurs, comme « le putsch des généraux » nous avaient déjà offert l'occasion de passer des nuits inconfortables sur notre lieu de travail).

Assurer une présence au quartier latin jugée indispensable, tout en gardant le minimum tout aussi indispensable de liens avec le foyer conjugal/familial supposait pas mal d'ingéniosité pour gérer les derniers litres d'essence dans le réservoir de la voiture, combiner l'autostop et beaucoup de marche. Cela impliquait des efforts, donc d'assez fortes motivations. C'est là un de ces points de détail qui échappent trop aux historiens, qui ont du mal bien souvent à s'intéresser à un quotidien pourtant très significatif. J'ai eu l'occasion d'observer une grande quantité d'autres cas semblables, mais « c'est une autre histoire ».

3/ Attitudes.

Peut-on esquisser une typologie de ces motivations et des attitudes qui les traduisaient ou en découlaient ?

Il y avait d'abord les militants. Et, particulièrement typiques de l'époque, les tous jeunes membres de toutes nouvelles organisations, en train d'ailleurs de fabriquer avec célérité des rites, des exclusions, des systèmes de références. Il s'agissait surtout, me semble-t-il d'étudiants, en général avancés. Ils animaient les assemblées par leurs débats, la préparation des manifestations, et le bilan qu'on cherchait à en tirer. En particulier au lendemain de la « première nuit des barricades » (barricades qui avaient un temps traversé le carrefour Saint-Jacques /Gay Lussac), individus ou représentants des groupes ou groupuscules ont été sommés de rendre compte de leur activité au cours de cette nuit et les récits des uns et des autres ont été disséqués, analysés, critiqués dans une ambiance fort tendue, voire assez dramatique.

Les débats sortaient très régulièrement des considérations tactiques, pour atteindre à des problèmes généraux sur le destin du monde. Avec un nette attirance pour les symboles. Une assemblée de toute une après-midi fut ainsi consacrée au choix des drapeaux à arborer sur la façade, puis, une fois le compromis trouvé sur la sélection, (drapeaux rouge, noir, tricolore), sur la hiérarchie des dimensions et des emplacements. Pour autant que je m'en souvienne, les décisions ne furent pas appliquées, et la banderole « Institut en Grève » est restée le seul signe tourné vers l'extérieur de l'engagement de la géographie.

L'attitude des militants communistes mérite une mention particulière. On sait que le PC était pour le moins réticent vis-à-vis du mouvement, et n'épargnait pas ses critiques aux gauchistes – aux « gauchos » comme ils disaient volontiers. Est-ce là encore une spécificité des géographes ? Les membres du parti, étudiants, (plutôt des agrégatifs), et enseignants furent assez présents parmi les autres au cours de ces journées, bien que critiques. Ils participèrent notamment aux discussions sur la discipline géographie et la pédagogie. Une motion « Prenant-Barrot » fruit de la collaboration d'un agrégatif et d'un Maître-assistant membres du parti fut l'objet de longues discussions. Certains des plus orthodoxes s'attachèrent avec discrétion, subtilité et efficacité à infléchir les décisions, mais à propos des positions communistes, il y eut aussi quelques épisodes spectaculaires. Peu avant le déclenchement des événements, une excursion était partie pour la Pologne. Les participants regagnèrent Paris avec beaucoup de difficulté et assez tard dans le mois de mai, certains très frustrés d'avoir manqué des épisodes essentiels. Parmi eux, Raymond Guglielmo, qui proclama dès son retour son intention de mettre fin à une appartenance au Parti Communiste, datant pourtant des temps de la résistance, à cause de la mollesse de celui-ci dans le mouvement en cours. Cette décision lui valut une ovation dans l'assemblée générale au cours de laquelle il en fit l'annonce publique.

L'effectif assez considérable des géographes non engagés par des adhésions anciennes ou récentes à des partis constitués ou à des groupes ou groupuscules émergents, adopta une assez large gamme d'attitudes, que l'on peut tenter de regrouper autour de quelques mots clefs.

- L'indifférence silencieuse, dont on ne peut dire grand-chose, car elle est le fait de celles et ceux des enseignants ou étudiants qui disparurent à peu près complètement dès le début du mouvement et n'ont rien fait savoir directement de ce qu'ils ont pensé. Traduction souvent d'une hiérarchie, du genre « j'avais mieux à faire » ou, plus précisément, « j'ai bien avancé ma thèse pendant que vous bavardiez ».
- La franche hostilité, manifestée par un retrait d'ensemble, interrompu pour certains par des interventions aux périodes critiques. Ainsi, la préparation de l'élection d'un comité de gestion vit revenir Jean Delvert, qui accepta de jouer le jeu et de participer à sa manière en suscitant une liste d'étudiants hostiles au mouvement, parmi lesquels Jean-Robert Pitte.
- Le maintien d'un contact avec prise de distance, une distance critique teintée d'ironie plus que d'hostilité. De la part d'un certain nombre de Professeurs, cette attitude se traduisit par des participations épisodiques à des assemblées. Je me souviens entre autres de celle où, à la demande des étudiants, quelques-uns d'entre eux, comme Pierre Birot, Gilles Sautter, Jacqueline Beaujeu-Garnier vinrent expliquer comment et pourquoi ils avaient choisi de devenir enseignants de géographie ; ou encore du récit ironique que Philippe Pinchemel fit de la discussion sur les drapeaux dont il a été question ci-dessus, dans une lettre publiée par « Le Monde ».
- L'intérêt partiel et intense ; partiel parce qu'il portait sur des questions immédiates, comme les pouvoirs dans l'université, les problèmes de l'enseignement et de la géographie davantage que sur les perspectives révolutionnaires globales et à long terme ; intense, parce que ces questions limitées étaient prises très au sérieux, et objet d'engagements forts. On aura deviné d'après ce que j'ai dit en commençant que c'est plutôt cette attitude qui a été la mienne, je suis donc évidemment partial sur ce point. Les positions de ce type ont été plutôt rares chez les étudiants, assez caractéristiques des choix des personnels de « catégorie B», Maîtres assistants et assistants, chargés de recherche, pas absentes chez des Professeurs, comme Olivier Dollfus, Fernand Joly, Michel Rochefort, G Sautter….

Il n'est sans doute pas sans intérêt pour finir de noter qu'il n'y eut guère de manifestations de groupes définis autour des questions de « genre », comme on ne le disait pas à l'époque ; mais, contrairement à une image assez répandue, peut-être valable ailleurs, il n'y eut pas de tendance marquée à définir des rôles féminins subalternes, activités de nettoyage ou préparation du café. Nombreuses ont été les enseignantes et les étudiantes qui ont animé des débats avec beaucoup d'énergie et de persévérance, et on a vu s'affirmer de fortes personnalités et des talents certains.

4/ Résolutions.

Le temps passé à refaire le monde en a tout de même laissé beaucoup pour refaire la géographie, et son enseignement. En fait, un certain nombre de gens, dont je suis, ont passé une grande partie des semaines de mai à mettre au point des programmes précis destinés à remplacer ceux du « plan Fouchet », qui venait lui-même de se substituer au système des certificats. C'est parce qu'une partie des propositions se sont retrouvées dans les réformes des années à venir - sans doute parce qu'elles étaient dans l'air du temps -, et aussi parce qu'il a semblé peu utile de garder trace de plans jamais mis en œuvre dans la forme très précise qui était sortie des débats, que je n'ai pas d'archives ; c'est dommage, mais c'est ainsi.

Je ne peux donc qu'évoquer des souvenirs assez généraux. La tendance générale était à l'assouplissement, à la multiplication des points de vue. Il s'agissait bien d'échapper à la rigidité du plan par années du « plan Fouchet », mais aussi aux lourdes cohérences des certificats.

Le désir de laisser aux étudiants une plus grande liberté de choix, allait très loin dans certaines propositions, comme celle qui suggérait que le contenu de chaque cours soit voté par les étudiants en début de séance – une idée qui n'eut guère de succès auprès des enseignants, comme on s'en doute.

Un des buts de l'assouplissement devait être de permettre le développement de la pluridisciplinarité. Admise par tous, elle a cependant fait l'objet de vives discussions, car à son propos se manifestait toute une gamme de positions sur la géographie en tant que discipline ; depuis le rêve de sa dissolution dans une science humaine globale, jusqu'à des défenses énergiques de sa spécificité, et l'évocation de l'idée qu'il n'y avait pas de pluridisciplinarité sans disciplines. Je me souviens d'avoir longuement bataillé pour l'adoption d'un rythme ternaire : phase pluridisciplinaire pour permettre le choix d'une orientation, forte phase de formation dans la discipline, nouvelle phase d'ouverture à partir d'une savoir cohérent bien maîtrisé. Je crois bien ne pas avoir obtenu de vote majoritaire pour ce beau programme.

Naturellement, beaucoup de propositions poussaient vers une géographie humaine « proche des gens », une géographie participative en somme, bien que le terme ne me semble pas avoir fait son apparition à l'époque. Du temps fut passé à mettre au point une « vraie » étude de terrain où l'on irait poser des problèmes sociaux en associant les sujets de l'enquête à l'enquête. Cette excursion eut bien lieu pendant l'été et fut considérée comme un succès. Mais j'étais alors très loin du quartier latin, et je n'en sais pas plus.

Vers la fin de la grande période de contestation, les géographes eurent envie de confronter les travaux et réflexions menés dans les différentes universités, et une réunion assez largement ouverte eut lieu à Tours. J'y ai participé, mais elle m'a laissé étrangement peu de souvenirs. Je sais cependant que c'est là qu' a été proposé le plan le plus abouti d'une fragmentation des enseignements en unités nombreuses et spécialisées, en fait ce qui allait devenir la règle de la Loi Faure, sous des noms variés, « crédits », « unités de valeur », etc. Une rupture radicale avec la sur organisation du système par années du « plan Fouchet » qui a marqué assez profondément et durablement l'enseignement supérieur français. Je crois bien que cette proposition, plus innovante que celles qui avaient été faites dans nos assemblées parisiennes, est venue de Toulouse.

5/ « Entre nous ».

Au cours des derniers mois précédent le fameux mois de mai, j'exerçais une fonction de coordination de je ne sais plus quelle tranche d'enseignement. Au cours d'une réunion relative à cette fonction, j'ai eu l'occasion de faire remarquer qu'on aurait gagné pas mal de temps, en évitant des redîtes, si j'avais été invité à participer à des débats antérieurs tenus lors d'une assemblée de Professeurs de « rang A » sur la question pendante. Jacqueline Beaujeu Garnier m'a rétorqué fort sèchement « mais enfin, nous avons bien le droit de nous réunir entre nous ». Cet « entre nous », c'est à dire « entre professeurs de rang A », base des structures de décision, a été largement mis à mal en 1968. Je sais bien que le fameux « mandarinat » n'a pas disparu d'un coup, qu'il a fallu bien d'autres actions pour le tenir en lisière et freiner ses tendances à la résurrection, pour tenter d'empêcher les têtes de l'hydre de repousser ; mais tout de même il me semble qu'on s'est engagé en mai dans un chemin qui n'a jamais été abandonné. Il y a eu là comme une bifurcation importante dont on sent encore les effets 40 ans après. C'est d'ailleurs vrai dans d'autres domaines, en dépit de ce qu'aiment écrire les détracteurs du mouvement.

Les atteintes à « l'entre nous » ont été assez bien symbolisées par une grande assemblée, ouverte pour la première fois aux personnels de toutes catégories, sous la présidence du Doyen

de la Faculté des Lettres, Raymond Las Vergnas angliciste distingué et auteur de romans policiers. Comme la Sorbonne était indisponible, entourée de policiers et des débris des barricades de la nuit du 10 mai, cette réunion a eu lieu à L'Institut d'Art et d'Archéologie (encore un don de la Marquise Arconati Visconti – décidément…) ; un épisode marquant fut l'entrée spectaculaire, en plein milieu de l'assemblée d'un homme jeune qui vint déposer une lettre sur le bureau du Doyen avant de se retirer immédiatement. Il s'agissait du Professeur Frédéric Deloffre, qui venait ainsi protester contre le scandaleux regroupement de personnels de nature différente accepté par le Doyen. Depuis cette date, le Professeur Deloffre a continué à se faire connaître par ses travaux sur Marivaux, sa carrière à Paris IV et son activité à l'Union Nationale Interuniversitaire, dont il a été un membre fondateur et fidèle.

Sans suggérer pour autant que l'entrée dans le « corps A » fait perdre les capacités d'innovation, il me semble que les atteintes à « l'entre nous » ont créé les conditions d'une période d'invention féconde dans la géographie universitaire.

Lors des derniers mois de vie de la faculté des Lettres et de son Institut de géographie, il fallut pas mal inventer d'enseignements nouveaux. Une commission pédagogique animée par Philippe Pinchemel réalisa des travaux intéressants, et, parce que mixte, suscita l'ire de certains de ses pairs – je garde un vif souvenir d'une algarade de Pierre Pédelaborde à ce propos. Il fallut créer des enseignements nouveaux – je garde un bon souvenir d'une collaboration avec le même P Pinchemel dans une UV d'initiation à la géographie en quelque sorte pour les « grands commençants », étudiants de troisième année désireux pour diverses raisons de s'initier à une pratique tardive de notre discipline.

Et puis, il y eut le remue ménage provoqué par les formations des nouvelles universités, qui obligea encore une fois à créer des enseignements, à prendre des décisions sans trop tenir compte des rangs hiérarchiques. Il est vrai que la situation fut très variable d'une Université à l'autre. En ce qui me concerne, j'ai bien apprécié les structures de décision de Paris 7 où, « l'entre nous » n'était guère souhaité, et était de toutes façons impossible en raison du déséquilibre des effectifs des différents corps.

La période post 68 fut aussi celle d'une entrée plutôt massive de jeunes enseignants, qui ont apporté un net potentiel d'innovation.

Il me semble que ces conditions ont été pour beaucoup dans l'apparition de tendances nouvelles, comme la géographie « sociale » ou la « géographique théorique et quantitative » Pour l'implantation de cette dernière, un épisode assez important fut l'invitation faite à Bernard Marchand de présenter les travaux dont il avait pris connaissance en Amérique, lors des journées géographiques d'Aix en Provence de 1970. Je me demande si cette invitation par Jean Dresch pour donner la parole à une Maître Assistant fort jeune aurait eu lieu sans les effets globaux de toute la période contestataire précédente, et sans les attaques contre la routine dont avait été l'objet le programme des journées géographique de Rouen en 1969.

Il s'est passé bien des choses dans la géographie pendant les quarante ans qui se sont écoulés depuis les jours de mai. Mais je ne peux m'empêcher de penser qu'ils ont réalisé un apport important dans le domaine de la géographie universitaire, comme dans d'autres domaines bien sûr. Parce qu'il s'est agi d'une période critique, et qu'elle nous a offert un bel exemple du rôle des bifurcation dans le déroulement des processus historiques.

Après avoir terminé la rédaction de ce petit témoignage, j'ai retrouvé un « blog » d'Olivier Orain , daté du 26 avril 2007, où il écrit « Pour ce qui est de la géographie, j'ai passé plusieurs mois de ma vie à relever les traces de lien entre l'effervescence de mai et ce qui s'est passé durant les décennies suivantes en terme de révision épistémologique et de transformations disciplinaires » - un thème qu'il a développé par la suite. J'ai trouvé significative et réconfortante une convergence certaine entre cette formule et la conclusion que je viens de formuler. Une

convergence entre des approches par ailleurs fort différentes par leur nature, leur vocabulaire, leur ampleur, l'âge et donc l'expérience de leurs auteurs.

Décidément, il s'est passé quelque chose en géographie dans les années 68. Il faut entendre, « en géographie ***aussi*** » , bien sûr.